Les lieux de mémoire, une poètique de la mémoire ?[1]

Patrick Garcia

Résumé :

Œuvre majeure de l'historiographie française, *Les lieux de mémoire* ont largement contribué à configurer les questionnements contemporains sur le patrimoine en France. L'article se propose de revenir sur le cheminement qui conduit à l'élaboration de cette entreprise, d'en expliciter la démarche et d'interroger la dimension programmatique des *Lieux*, notamment la conception de la fonction sociale de l'histoire et des historiens qui la commande.

Introduction

Les lieux de mémoire resteront une œuvre majeure et significative de l'historiographie française de la fin du vingtième siècle. Ce pronostic ne tient pas seulement aux dimensions de l'entreprise – la plus importante par le nombre d'historiens réunis qu'ait connu l'histoire en France. Il repose d'abord sur l'originalité de la démarche et l'écho immédiat de l'ouvrage qui rend, désormais, difficile toute lecture de l'œuvre indépendamment de sa résonance sociale et de la façon dont elle a configuré la question du patrimoine collectif et de sa transmission jusqu'à devenir un élément de classification du patrimoine faisant, à ce titre, son entrée, dès 1993, dans le dictionnaire et la loi.

Ce succès, *Les lieux de mémoire* le doivent à une caractéristique peu commune : une inscription nette, consciente et délibérée à l'articulation du champ scientifique et du champ social, qui les conduit à proposer, dans un même mouvement, un diagnostic et un programme concernant aussi bien l'évolution et le devenir de l'historiographie que les mutations du rapport à la nation. C'est cette double dimension des *Lieux* que cet article se propose d'interroger.

Plusieurs pistes étaient envisageables, en particulier tenter, si cela est vraiment possible, d'embrasser toute l'étendue de l'œuvre dans la diversité des articles qui la composent[2]. En raison

---

[1] Texte publié in *EspacesTemps*, n°74/75, 2000, "Transmettre aujourd'hui. Retours vers le futur.", p. 122-142.

[2] Parmi les comptes rendus les plus importants :

•Steven Englund, "De l'usage de la Nation par les historiens, et réciproquement" et "L'histoire des âges récents. *Les France* de Pierre Nora", *Politix*, n° 26, 1994, p. 141-168.

•Marie-Claire Lavabre, "Usages du passé, usages de la mémoire", *Revue française de science politique*, 3, juin 1994, p. 480-493.

•Henry Rousso, "Un jeu de l'oie de l'identité française", *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 15, juillet-septembre 1987, p. 151-154.

•Fred E. Schrader, "Comment une histoire du national est-elle possible ?", *Genèse*, 14, 1994, p. 153-163.

•Lucette Valensi, "Histoire nationale, histoire monumentale. *Les lieux de mémoire*", *Annales Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, novembre-décembre 1995, p. 1271-1277.

•Jean-Paul Willaime, "De la sacralisation de la France. *Lieux de mémoire* et imaginaire national", *Archives de sciences sociales des religions*, 66/1, 1988, p. 125-145.

Le *Magazine littéraire* et *Le Débat* ont consacré un numéro spécial aux *Lieux de mémoire*.

du rôle stratégique des contributions de Pierre Nora qui constituent l'ossature de l'entreprise, en définissent le sens global et en réarticulent la problématique ; nous avons choisi de les considérer indépendamment des autres articles. Ce choix nous a conduit à nous intéresser en premier lieu à l'itinéraire de Pierre Nora pour tenter d'esquisser une archéologie intellectuelle des *Lieux*.

1. Esquisse d'une archéologie

Les lieux de mémoire sont d'abord l'aboutissement d'un cheminement. Ils cristallisent un certain nombre de propositions, une attitude, des interrogations constamment reformulées en fonction de la conjoncture historiographique et intellectuelle qui se mettent en place progressivement dans les écrits de Pierre Nora et transparaissent dans son action d'éditeur.

On peut relever deux préoccupations majeures qui, sans être associées en permanence, forment des traits saillants de sa démarche.

La première associe un souci épistémologique et historiographique que souligne la volonté de comprendre et de rendre compte de ce qui change dans la façon d'écrire et de penser l'histoire. Cette attention portée à la conjoncture historiographique, aux changements de définition des modalités d'écriture et de découpage des objets s'affirme à travers la ligne éditoriale de la collection intitulée "La bibliothèque des histoires" que Pierre Nora crée, en 1971, chez Gallimard. Un manifeste longtemps reproduit dans chaque volume, explicite l'emploi du pluriel. Ce texte répercute et amplifie le mouvement que connaît alors l'historiographie française et doit beaucoup aux thèses soutenues par Michel Foucault[3]. Il exprime la volonté que cette nouvelle collection "épouse [les] mouvements" qui traversent l'historiographie contemporaine et conduisent à son "éclatement [sous l'action conjuguée du renouvellement de] ses méthodes, [de] ses découpages et ses [de] objets. Une attention identique à la conjoncture historiographique la plus récente, doublée de la volonté de participer à sa recomposition, préside à la publication, en 1974, de *Faire de l'histoire*. Pierre Nora associé à Jacques Le Goff, confie à Michel de Certeau le soin d'inaugurer le recueil[4], en dépit de l'écho mesuré que rencontrent alors les thèses épistémologiques de cet auteur et de la lenteur de sa reconnaissance institutionnelle[5]. Le choix d'une expression de cet historien ("faire de l'histoire) comme titre générique de l'ouvrage marque assez son souci de sortir d'une vision naïve de l'écriture de l'histoire et de considérer l'historiographie, selon la proposition de Michel de Certeau, comme une "opération". Cette attitude revient à mettre l'accent sur des réflexions certes, pour une part, préexistantes (Charles

•"La nouvelle histoire de France. *Les lieux de mémoire*", *Magazine littéraire*, n° 307, février 1993.
•"Mémoires comparées", *Le Débat*, n° 78, janvier-février 1994.

[3] Voir •François Dosse, *Histoire du structuralisme*, Paris : La découverte, 1992, t. 2, p. 327-334.

[4] Michel de Certeau, "L'opération historique" *in* •Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir) *Faire de l'histoire*, 1ère partie "Nouveaux problèmes", Paris : Gallimard, 1974, p. 19-68 pour l'édition Folio.

[5] Ainsi Michel de Certeau n'est-il élu directeur de recherches à l'EHESS qu'en 1984.

Seignobos, Marc Bloch, Lucien Febvre, Henri-Irénée Marrou,…) mais restées marginales dans la conception généralement et tacitement partagée du travail historique[6].

En phase avec ce premier souci se dessine une seconde ambition, celle d'unifier le champ de l'histoire contemporaine autour d'un concept nodal tel que celui de "mentalités" en donne alors l'exemple pour la période moderne. Deux tentatives sont faites dans ce sens.

La première d'entre-elles est construite autour de la notion "d'événement-monstre"[7], c'est-à-dire l'événement appréhendé à travers l'ensemble de ses échos, lectures et représentations. L'argumentaire présenté pour justifier ce "retour de l'événement" s'appuie, selon une procédure que Pierre Nora utilisera abondamment dans *Les lieux de mémoire*, sur la mise en évidence d'un basculement de l'historiographie – l'événement qui revient n'est pas celui de l'histoire "positiviste" (*i.e.* méthodique) – et sur une analyse de la conjoncture sociétale, en l'occurrence le rapport spécifique qu'entretient la société contemporaine à l'événement et qui se manifeste par son "appétit d'événements".

"S'il est vrai que l'histoire ne commence que lorsque l'historien pose au passé, en fonction de son propre présent, des questions dont les contemporains ne pouvaient même avoir la moindre idée, qui nous dira – dès aujourd'hui – quelle inquiétude se cache derrière ce besoin d'événements, quel nervosisme implique cette tyrannie, quel événement majeur de notre civilisation exprime la mise en place de ce vaste système de l'événement que constitue l'actualité ?" (p. 306-307)

Et Pierre Nora de lire à travers cet événement "sursignifié", comme le qualifie Paul Ricœur[8], la possibilité même d'une "histoire proprement contemporaine".

La seconde tentative de recomposition conceptuelle du champ de l'histoire contemporaine assigne une place centrale à la notion de mémoire collective. "L'analyse des mémoires collectives peut et doit devenir le fer de lance de l'histoire contemporaine", soutient Pierre Nora dans l'article qu'il consacre à la "mémoire collective"[9]. Il s'inspire des thèses développées par le sociologue Maurice Halbwachs qui n'avaient jusque-là rencontrées qu'un écho limité parmi les historiens en dépit de l'attention que leur avait portées Marc Bloch lors de la parution des *Cadres sociaux de la mémoire*[10]. Même si, comme le signale Bernard Lepetit, la problématique de l'article

---

[6] Dans le même esprit, on peut noter la direction par Pierre Nora de la collection "Archives" qui paraît dès 1964 chez Julliard et, plus tard, celle des *Essais d'ego-histoire*, Paris : Gallimard, 1987.

[7] Pierre Nora, "Le retour de l'événement", *in Faire de l'histoire*, *op. cit.* n. 3, p. 285-308 (1ère version : *Communications*, n° 18, 1972, sous le titre "L'événement-monstre")

[8] Paul Ricœur, "Événement et sens", *Raison pratiques*, "L'événement en perspective", n° 12, 1991, p. 51-52. Voir •François Dosse, "Paul Ricœur révolutionne l'histoire", *EspacesTemps*, n° 59/60/61, 1995, p. 6-26.

[9] Pierre Nora, "La mémoire collective", *in* •Jacques Le Goff (dir.), *La nouvelle histoire*, Paris : Retz, 1978, p. 398-401, cit. p. 401.

[10] •Maurice Halwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, (1925), réédition préfacée par Gérard Namer, Paris : Albin Michel, 1994. Compte-rendu de Marc Bloch "Mémoire collective, tradition et coutume à propos d'un livre récent", *Revue de synthèse historique*, t. XL, 1925 repris *in* •Marc Bloch, *Histoire et historiens*, Armand Colin, 1995, p. 191-199. Maurice Halbwachs entre au comité de rédaction des *Annales* à leur création. Voir •Marie-Claire Lavabre, "Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire", *Raison présente*, "Mémoire et histoire", n° 128, 1998, p. 47-56.

ne conduit pas vers une analyse des pratiques comme une lecture "même sommaire de Halbwachs aurait pu y mener mais du point de vue de l'objet vers la question de l'identité (corrélat : "histoire nationale") et du point de vue des méthodes vers la spécificité de la documentation (corrélat : "histoire orale")"[11]. L'introduction dans *La nouvelle histoire* du thème de la mémoire, alors encore peu présent dans l'historiographie – hormis la thèse pionnière de Philippe Joutard et les travaux issus de l'histoire orale[12] – ainsi que dans les travaux sur l'épistémologie de l'histoire[13], est préparée par un entretien avec le psychanalyste Jean-Bertrand Pontalis[14]. Au cours de celui-ci les deux interlocuteurs envisagent, notamment, la validité d'une appropriation par les historiens des catégories forgées par la psychanalyse et la pertinence d'étendre au collectif la notion de mémoire jusqu'alors étroitement liée, dans la tradition philosophique et dans la psychologie classique, à celle de sujet. Lors de cet entretien Pierre Nora propose une première approche des rapports entre mémoire et histoire : "La mémoire collective, globalisante et sans frontière, floue et télescopante, relève de la croyance qui n'assimile que ce qui la conforte elle-même. La mémoire historique analytique et critique, précise et distincte relève de la raison qui instruit sans convaincre." (p. 399). L'une et l'autre se voient chargées de vertus antagoniques : "La mémoire historique unit, la mémoire collective divise" (p. 399). La rupture avec la confusion qui a prévalu au XIXe siècle, quand l'historiographie était peu ou prou une entreprise d'accréditation des grands récits téléologiques qui structuraient la lecture de l'histoire et les analyses du devenir des sociétés occidentales (nationalisme, socialisme…), conduit à repenser le rapport entre histoire et mémoire et à faire de cette dernière un objet pour l'histoire. Ce que rendent possible à la fois l'évolution politique et sociale de la France et la "révolution copernicienne" qui a affecté l'historiographie, c'est-à-dire l'accession à une véritable prise de conscience de son mode de construction que traduit et permet, aux yeux de Pierre Nora, le passage d'une "histoire-récit" à une "histoire-problème" selon la problématique élaborée par François Furet[15].

On le voit, le texte publié dans *La nouvelle histoire* comme l'entretien avec Jean-Bertrand Pontalis associent étroitement la prise en compte de la mémoire collective comme objet historique, une posture épistémologique nouvelle et une analyse de conjoncture plus générale qui définit les conditions de possibilité du nouveau regard, quand elle n'en pose pas l'exigence. Cette

---

[11] Bernard Lepetit, "L'histoire prend-elle les acteurs au sérieux ?", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 7, p. 113. Dans son compte rendu Marie-Claire Lavabre évoque, pour sa part, un "Halbwachs fossilisé, réduit à la formule de ' mémoire collective ' ", *op. cit.* n. 1*,* p. 480.

[12] •Philippe Joutard, *La légende des Camisards : une sensibilité au passé*, Paris : Gallimard, 1977 (thèse soutenue en 1974). Sur la mutation en France de l'histoire orale en sources orales d'histoire lire : •Danièle Voldman (dir.), "La bouche de la vérité ? La recherche historique et les sources orales", *Cahiers de l'IHTP*, n° 21, novembre 1992.

[13] Paul Ricœur s'étonne du peu d'attention qu'il a lui-même accordé à la mémoire dans *Temps et récit.* Paul Ricœur, "Histoire et mémoire" *in* •Antoine de Baecque et Christian Delage (dir.), *De l'histoire au cinéma*, Bruxelles : Complexe/IHTP, 1998, p. 17-28.

[14] "Mémoires", *Nouvelle revue de psychanalyse*, n° 15, 1977, Gallimard, p. 221-232.

[15] •François Furet, "De l'histoire-récit à l'histoire-problème" *in L'atelier de l'histoire*, col. Champs, Paris : Flammarion, 1982 p. 73-90 (1ère publication *Diogène*, n° 89, janvier-mars 1975, sous le titre : "Problèmes des sciences contemporaines").

perspective aboutit à un dispositif où l'étude du présent, auquel Pierre Nora consacre aussi un article dans *La Nouvelle histoire*[16], occupe une place centrale et où les rapports entre la nation et l'historiographie constituent un terrain privilégié. Dès l'entretien avec J-B. Pontalis (1977), Pierre Nora se livre à une analyse de la conjoncture historiographique et sociale, tâchant de caractériser le lien qui a uni les historiens à la nation, la façon dont celui-ci a donné sa tonalité particulière aux récits proposés, et plaide pour une émancipation de l'historiographie. Il propose la construction d'un autre regard qui permette à l'histoire de parler de la nation sans être cette "histoire serve" dénoncée par Lucien Febvre[17]."–Non, non [l'histoire ne doit] pas [avoir] de mission", soutient-il alors. "[Sinon un] projet libérateur [qui consiste] à débusquer les inerties de la mémoire, les illusions qu'une société a besoin d'entretenir sur elle-même pour se maintenir et se perpétuer" (p. 230-213). Ce point de vue critique et démystificateur, c'est celui de l'histoire de l'histoire, seul à même de rendre compte de la "relativisation" de leur discours dont ont pris conscience, selon Pierre Nora, les historiens contemporains et d'assurer un véritable démarquage entre histoire et mémoire qui permette le réinvestissement de cette dernière comme objet d'étude.

"La revendication de cette mémoire passe également par le développement récent, nouveau, de l'historiographie, c'est-à-dire de l'histoire de l'histoire. Si l'on réécrivait aujourd'hui l'histoire de France de Lavisse, ce monument irremplacé de la mémoire nationale positiviste, elle ne commencerait pas par un volume sur la géographie de la France, comme celui de Vidal de La Blache, mais par un volume sur l'historiographie de la France, sur les versions successives, de l'image de la France." (p. 225)

Le programme des *Lieux* semble tracé, la préoccupation de l'écriture du national dont témoigne l'article consacré en 1962 à Lavisse[18] est l'objet sur lequel la mutation historiographique (comme activité consciente de ses déterminations) peut prendre forme et les nouveaux outils passer au banc d'essai. C'est dans cette perspective qu'est institué le séminaire que tient Pierre Nora à l'EHESS et auquel participent plusieurs des futurs co-auteurs des *Lieux*.

Ce détour par l'archéologie des *Lieux* montre que l'entreprise s'inscrit dans une trajectoire et qu'elle est dotée d'une forte cohérence intellectuelle dont la moindre des ambitions n'est pas de saisir sur le vif et au plus près les moments successifs de l'historiographie contemporaine[19]. La validation réciproque de l'analyse de la conjoncture historiographique par celle de la société dans

---

[16] Pierre Nora, "Présent", *in* Jacques Le Goff, Roger et Chartier et Jacques Revel (dir.), *La nouvelle histoire*, *op. cit.* n. 8, p. 467-470.

[17] Lucien Febvre, "L'histoire dans le monde en ruines", Leçon d'ouverture, Faculté des Lettres de Strasbourg, 4 déc. 1919, *Revue de synthèse historique*, t. XXX, n° 88, 1920, texte cité par •Christian Delacroix, François Dosse et Patrick Garcia, *Les courants historiques en France XIXe – XXe siècles*, Paris : Armand Colin, 1999, cit. p. 106.

[18] •Pierre Nora, "Ernest Lavisse : son rôle dans la formation du sentiment national", *La revue historique*, juillet-septembre 1962.

[19] Cet intérêt constant pour l'analyse de l'actualité, compris comme une configuration sociale et intellectuelle mouvante, s'affirme aussi dans la création en 1980 de la revue *Le Débat*.

son ensemble, vieille ressource explicative des historiens, est systématiquement mobilisée. Comme les premiers textes produits par Pierre Nora, *Les lieux* ont l'ambition de dresser et le bilan de la façon dont les historiens ont pensé la nation et leur métier et de proposer un programme historiographique.

2. Morphologie d'une œuvre

2.1. Les contours d'une œuvre

Pierre Nora y revient à plusieurs reprises, "l'architecte" des *Lieux* peut sembler avoir été dépassé par son projet : les trois tomes initialement prévus ("La République", "La Nation", "Les France") sont devenus sept dans l'édition originale (avant la reprise en trois tomes dans la collection Quarto).

La République 1 vol.(1984)

"Entre mémoire et histoire. La problématique des Lieux" (a)
- Symboles
- Monuments
- Pédagogie
- Commémorations
- Contre-mémoire

"De la République à la nation" (b)

La Nation 3 vol. (1986)

Vol.1
- Héritage
- Historiographie
- Paysages

Vol.2
- Le territoire
- L'État
- Le patrimoine

Vol. 3
- La gloire
- Les mots

"La nation-mémoire" (c)

Les France 3 vol. (1992)

"Comment écrire l'histoire de France ?" (d)
Vol. 1 Conflits et partages
- Divisions politiques
- Minorités religieuses
- Partages de l'espace-temps

Vol. 2 Traditions

_ Modèles
_ Enracinements
_ Singularités

Vol. 3 De l'archive à l'emblème
_ Enregistrement
_ Hauts lieux
_ Identifications
"L'ère de la commémoration." (e)

---

*Les principaux textes d'articulation de Pierre Nora sont mentionnés en italiques. La lettre entre parenthèses sert à désigner l'article concerné dans la suite du développement.

Par le nombre des collaborateurs (103), *Les lieux de mémoire* sont, une fois achevés, la plus grande entreprise éditoriale historique jamais menée en France. De plus, de façon tout aussi exceptionnelle, la durée de l'entreprise (la publication est étalée de 1984 à 1992) permet à Pierre Nora d'intégrer les critiques suscitées par les premiers textes, d'affiner ses analyses et de les adapter à une conjoncture par définition changeante.

Avant d'aborder les thèses soutenues, il reste à établir la légitimité d'une étude centrée sur les problématiques énoncées par Pierre Nora. Certes, il serait inconséquent de plaider l'homogénéité des approches qui voisinent dans les sept volumes. La présence de cent trois auteurs introduit forcément une certaine disparité, d'autant que leurs engagements politiques ou historiographiques sont parfois fort différents. Pour autant *Les lieux* ne sont pas une simple juxtaposition d'interventions, non seulement en raison de la nature de la commande et de la problématique suggérée mais aussi du fait de l'importance stratégique et quantitative des articles de Pierre Nora et de ses proches collaborateurs, au rang desquels les animateurs ou les intervenants réguliers de la revue dont le maître d'œuvre des *Lieux* est le directeur, *Le Débat*. Si on s'en tient aux articles qui définissent la problématique d'ensemble, l'apport personnel de Pierre Nora, s'élève à environ 3% de l'ensemble et approche 7% si on adjoint les six articles qu'il signe personnellement. Ce volume est encore plus important si on prend en compte le "noyau dur" de l'entreprise et les contributions, souvent elles aussi stratégiques, de Marcel Gauchet, Mona Ozouf, François Furet ou Krzysztof Pomian… On pourrait encore évoquer, pour réduire le sentiment de disparité qu'induit les dimensions de l'entreprise, l'appartenance institutionnelle des intervenants qui privilégie l'EHESS, le CNRS ou l'Institut d'études politiques par rapport à l'université[20].

Au reste, si l'analyse des différences et des divergences de points de vue qui co-existent dans les différents volumes a son intérêt, tout comme la traque des non-lieux de mémoire (L'Empire, La guerre d'Algérie) ou encore l'établissement de la chronologie de l'apparition de certains thèmes

---

[20] Une configuration qui n'est pas sans rappeler le dispositif de l'"École critique" tel que le décrit Steven Kaplan. Voir •Steven L. Kaplan, *Adieu 89*, Paris : Fayard, 1993. Notamment "La galaxie", p. 677-682.

(en définitive ?) retenus (Vichy, Les étrangers…)[21], ce sont bien les textes programmatiques et problématiques signés de Pierre Nora lui-même qui constituent l'articulation des *Lieux* et leur confèrent leur signification globale. En fin de compte, et en dépit des différentes stratégies mises en œuvre par les contributeurs, ces textes et leur logique (jusque dans l'inflexion qui conduit des positions initiales de déconstruction du mythe national vers les propositions identitaires des derniers volumes) ont seuls été pris en compte par la réception publique et l'usage social de l'entreprise. Dans une étude de réception qui reste à conduire, il faudrait distinguer l'accueil chaleureux fait aux *Lieux* par la "grande presse", la circulation presque immédiate de la notion de "lieux de mémoire" et des problématiques que Pierre Nora développe, la rencontre qui s'effectue entre ses propositions et les questions que se posent, notamment, les élus et les réticences qui se sont exprimées dans certains comptes-rendus des revues spécialisées.

2.2. Analyses de conjoncture

Dans l'esprit des articles qui les précèdent la démarche que proposent *Les lieux de mémoire* procède de la description de configurations successives qui entendent rendre compte de la cohérence globale des relations entre une société saisie à un moment donné, la conception et le statut de la mémoire collective et, enfin, les modalités d'écriture de l'histoire et la fonction sociale de l'historien.

Les thèses soutenues s'ancrent dans une analyse de la conjoncture sociale et politique exposée dès le texte introductif puis, reprise et développée dans les autres articles de Pierre Nora. Celle-ci se révèle, bien que cet auteur ne soit jamais cité, proche – bien que nettement distincte – des thèses post-modernes telles que les formule Jean-François Lyotard[22].

Selon Pierre Nora, la conjoncture contemporaine est marquée par le délitement des "sociétés-mémoire" (p. XIXa), que ce soit le monde paysan ou le monde ouvrier. La fin des holismes, définis comme systèmes d'inscription automatique de l'individu dans un groupe et d'adhésion à ses valeurs, pose un triple problème : celui de la transmission de valeurs communes, celui du rapport à la mémoire et partant celui du statut de l'histoire elle-même. Le vocabulaire utilisé pour caractériser la scène contemporaine est à la fois descriptif et affectif : "mutilation, effondrement, arrachement, mémoire déchirée, déritualisation…". "Le passé nous est donné comme radicalement autre, il est ce monde dont nous sommes à jamais coupés" (p. XXXIIa). L'ouvrage de Peter Laslett, *Un monde que nous avons perdu*[23], précurseur de cette thématique dans l'historiographie est cité dans l'introduction du premier volume intitulé *Les France* (p. 26d) et la formule plusieurs fois reprise dans l'ultime développement (e).

---

[21] Voir notamment les deux articles de Steven Englund, *op. cit.* n. 1.

[22] •Jean François Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris : Minuit, 1979 et *Le Postmoderne expliqué aux enfants*, Paris : Galilée, 1988. La différence essentielle tient au caractère résolument "moderne" des thèses soutenues par Pierre Nora qui se manifeste par la volonté de reformuler un projet et de réagencer un "récit" national fut-il moins téléologique.

[23] •Peter Laslett, *Un monde que nous avons perdu*, Paris : Flammarion 1969 pour l'édition française.

Comme chez J. F. Lyotard, cette analyse est couplée avec l'annonce de la fin des "grands récits" que Pierre Nora dans son vocabulaire propre qualifie d'"idéologies-mémoires" : le socialisme, le nationalisme, la République elle-même… En d'autres termes, les idéologies "qui assuraient le passage régulier du passé à l'avenir ou indiquaient, du passé, ce qu'il fallait retenir pour préparer l'avenir ; qu'il s'agisse de la réaction, du progrès ou même de la révolution." (p. XVIIIa). L'analyse de l'affrontement entre communistes et gaullistes[24], comme celle de Mai 68 (e) tendent à montrer que la conflictualité qui structurait la vie politique française depuis la Révolution est aujourd'hui épuisée, ou, pour le dire comme François Furet, que "la Révolution française est terminée"[25].

En lieux et places de ces sociétés décrites comme stables, prégnantes, enveloppantes, la société contemporaine est vouée à "l'éphémère". Elle connaît des "accélérations". Elle vit à l'heure de la "mondialisation" et de la "médiatisation". Une "distance" s'établit donc entre les façons de penser de ce(s) monde(s) disparu(s) et celles portées par le moment présent. Il en résulte un changement de perception de l'historicité, une disjonction de la chaîne qui arrimait ensemble passé, présent et futur. Le temps est comme "désorienté"[26]. Le présent n'est plus un sas entre passé et futur :

"Entre l'oppressante imprévisibilité d'un futur infiniment ouvert et pourtant sans avenir, et l'encombrante multiplicité d'un passé retourné à son opacité, le présent est devenu la catégorie de notre compréhension de nous-mêmes. Mais un présent dilaté, où c'est le changement qui est devenu continu, et qui ne se saisit lui-même qu'au travers d'un passé doté d'un charme et d'un mystère nouveaux, un passé refuge et plus que jamais censé détenir les secrets de ce qui n'est plus seulement notre 'histoire', mais notre 'identité'." (p. 27d)

C'est à la lumière de ce changement de régime d'historicité que Pierre Nora entreprend d'aborder la question de la mémoire collective et celle de l'historiographie.

Mais d'emblée, l'enjeu n'est pas seulement celui d'un autre traitement du passé par les historiens. Ce qui est en cause, selon Pierre Nora, en raison de "l'accélération de l'histoire" diagnostiquée, n'est autre que la filiation elle-même, c'est-à-dire la définition d'une identité collective contemporaine au sein d'une société individualiste, décrite comme "atomisée". "La certitude de savoir à qui et à quoi nous devions d'être ce que nous sommes" (p. XXXIa) sort ébranlée des mutations qui ont façonné la société contemporaine. Au point que si "nous savions autrefois de qui nous étions les fils […] nous sommes aujourd'hui les fils de personne et de tout le monde" (p. XXXIIa). C'est le "basculement d'un monde où on avait des ancêtres à un monde du rapport contingent à ce qui nous a faits" (p. XXVa). Cette configuration nouvelle permet un nouveau

---

[24] •Pierre Nora, "Gaullistes et communistes", *Les lieux de mémoire*, "Les France. Conflits et partages", t. 3, vol. 1, Paris : Gallimard, 1992, p. 346-393.

[25] Les conséquences de ce diagnostic sont tirées dans •Furet François, Rosanvallon Pierre et Julliard Jacques, *La République du centre. La fin de l'exception française*, Paris : Calmann-Lévy, 1988.

[26] •François Hartog, "Temps et histoire 'Comment écrire l'histoire de France ?' ", *Annales Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, 1995, p. 1219-1236.

regard sur l'héritage. Elle offre la possibilité du choix et du tri et dénoue la solidarité automatique entre les pères et les fils mais elle impose aussi, selon Pierre Nora, de repenser les modalités d'un lien nécessaire. Ce thème de l'identité tient une place de plus en plus importante au fur et à mesure du développement de l'entreprise comme le traduit le simple comptage du terme : neuf occurrences dans le premier texte, vingt-six dans le dernier (e).

À la différence de ce qu'il représente pour les analystes de la post-modernité ou pour Reinhart Koselleck le mouvement que connaît le monde contemporain (ou du moins sa partie occidentale) est, pour Pierre Nora, source d'inquiétude. Le penser s'apparente sous sa plume à un travail de deuil. Les références à Stendhal ou à Proust soulignent cette dimension ; le nouveau regard sur la mémoire, sur l'histoire et sur la nation "fait invinciblement penser à ce réveil du deuil de l'amour dont Proust a si bien parlé, ce moment où l'emprise obsessionnelle de la passion se lève enfin, mais où la vraie tristesse est de ne plus souffrir de ce dont on a tant souffert et que l'on ne comprend désormais qu'avec les raisons de la tête et plus l'irraison du cœur." (p. XLIIa)

D'un bout à l'autre les textes de Pierre Nora sont traversés par un sentiment de perte qui fait de "nous" des "débiteurs" à l'égard de cette "mémoire que nous n'habitons plus" (p. XXVa). L'utilisation massive des possessifs "nous", "notre" (plus de cent occurrences du pronom personnel "nous" dans l'ensemble des textes signés de Pierre Nora) souligne le lien intime censé attacher les contemporains, individuellement et collectivement, à la mémoire de la nation.

C'est cet incessant changement de registre : de l'analyse à l'affectif, de l'objectif argumenté comme tel au subjectif revendiqué, du descriptif à l'ontologique qui rend la lecture des *Lieux* si complexe, tant il est difficile d'échapper à la logique globale proposée par Pierre Nora. Comme les "arabesques" de la mémoire, la rhétorique des articles de Pierre Nora enlace le lecteur et noue une pluralité d'approches pour rendre le présent lisible.

2.3. Histoire et mémoire

Dans la continuité du texte traitant de la mémoire collective publié en 1978, la "problématique des *Lieux*"(a) établit une démarcation nette entre histoire et mémoire qui confine à une opposition terme à terme.

Caractéristiques de la mémoire	Caractéristiques de l'histoire

"Vie" portée par des groupes en "évolution permanente" Soumise à une "dialectique du souvenir et de l'oubli" "Inconsciente de ses déformations" Susceptible d'être "utilisée, manipulée" Rythme propre ("latences et revitalisations") "Actuel[le]" "Lien vécu au présent éternel" "Affective et magique nourrie de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques"	"Reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus" Une "représentation du passé" "Opération intellectuelle et laïcisante analyse et discours critique"
"Installe le souvenir dans le sacré" Particulière à l'individu ou au groupe auquel il appartient.	"Prosaïse toujours" "Vocation à l'universel"
"Absolu[e]" exaltation	"Relatif" "criticisme" "désacralisation" voire "néantisation"

Termes extraits des pages XIX/XXa

Cette antinomie, qui explique les réticences traditionnelles des historiens à l'égard de la mémoire, n'est pourtant pas une frontière aussi étanche que l'a longtemps admis et souhaité la conscience historienne dans son désir de produire une connaissance scientifique et positive. Elle est remise en cause par les analyses de Pierre Nora montrant la "circularité" trop longtemps entretenue entre histoire, mémoire et nation : "L'histoire était une mémoire vérifiée" (p. 997e). En effet, avec ses modalités spécifiques et ses versions successives, l'histoire n'a cessé de se poser comme "mémoire vraie" de la nation en présentant un récit unitaire et continuiste qui installe l'historien dans un magistère national et civique et lui confère cette figure de "mi-prêtre, mi-soldat". (p. XXIIa) ou, selon une autre formule, "moitié notaire, moitié prophète" (p. 26d). Cette posture, bien que fondée en méthode et en rigueur documentaire, implique un rapport à l'histoire nationale qui rapproche celle-ci de la mémoire. L'histoire nationale dans la forme classique élaborée au XIXe siècle suppose l'adhésion, l'identification, l'acceptation voire la revendication d'une mission civique. C'est d'ailleurs à Ernest Lavisse, l'une des figures marquantes de cette histoire à "vocation pédagogique" chargée de forger le récit de la nation, que Pierre Nora consacre deux articles dans la première livraison. Or la rupture du cadre sociétal, la remise en cause du "roman national" exigent de l'histoire et des historiens qu'ils adoptent une nouvelle posture empreinte, cette fois, de distance et, à ce titre, proche du geste sacrilège.

"Dans un pays comme la France, l'histoire de l'histoire ne peut être une opération innocente. Elle traduit la subversion intérieure d'une histoire-mémoire par une histoire-critique. Toute histoire est par nature critique, et tous les historiens ont prétendu dénoncer les mythologies mensongères de leurs prédécesseurs. Mais quelque chose de fondamental commence quand l'histoire commence à faire sa propre histoire. La naissance d'un souci

historiographique, c'est l'histoire qui se met en devoir de traquer en elle ce qui n'est pas elle, se découvrant victime de la mémoire et faisant effort pour s'en délivrer." (p. XX/XXIa)

Cette distance critique ne peut cependant s'obtenir qu'avec une claire conscience de ce que faire de l'histoire veut dire. Comme Lucien Febvre, Pierre Nora prend Jules Michelet comme figure emblématique du rapport personnel, intime, que l'historien-auteur, l'historien-écrivain, entretient avec le sujet qu'il étudie[27]. Pour le concepteur des *Essais d'ego-histoire*[28] cette dimension de l'écriture de l'histoire ne peut être niée ou occultée mais participe au contraire de la "conscience historiographique" nouvelle qui doit s'affirmer. L'histoire en son "âge historiographique" ne saurait être naïve.

"De l'éclatement de l'histoire-mémoire émerge un personnage nouveau, prêt à avouer, à la différence de ses prédécesseurs, le lien étroit, intime et personnel qu'il entretient avec son sujet. Mieux, à le proclamer, à l'approfondir, à en faire non l'obstacle, mais le levier de sa compréhension. Car ce sujet doit tout à sa subjectivité, sa création et sa recréation. C'est lui l'instrument du métabolisme, qui donne sens et vie à ce qui, en soi et sans lui, n'aurait ni sens ni vie." (p. XXXIIIa)

Au-delà de la reconnaissance du rôle de la personnalité de l'historien dans l'écriture de l'histoire, l'accès de l'histoire à son "âge épistémologique" est au débouché d'un mouvement engagé depuis que l'histoire s'est voulue science sociale et que les historiens ont souhaité ne plus être les desservants du culte national, ce que Pierre Nora date de l'émergence des *Annales*. Ce mouvement est d'autant plus puissant, selon l'analyse proposée, qu'il est concomitant avec l'évolution du statut d'une nation française devenue dans le même temps une "puissance moyenne" et avec celle de la conscience de soi que ce changement suscite.

"Le parallélisme est d'ailleurs frappant, et ne peut manquer de valeur significative, entre les dates clefs du destin de la nation et les avancées méthodologiques de l'historiographie française. La dépression de 1930 coïncide avec la création des *Annales*, l'après-Seconde Guerre mondiale avec la belle période de l'histoire démographique, économique et sociale, les années qui ont suivi la fin de la guerre d'Algérie avec la poussée de l'histoire des mentalités. Comme si marchaient du même pas la science et la conscience nationales, les deux enregistrant le même phénomène, mais la science récupérant en universalité de la méthode ce que la conscience perdait en universalité de la présence. Quelle que soit la justesse de cette hypothèse, le résultat a été le même." (p. 653c)

Il y a donc, selon Pierre Nora, un double mouvement intimement lié (ou dont la chronologie s'avère concordante) qui institue un nouveau regard de la société sur son histoire et sa mémoire, ce qu'incarnent l'extension de la notion de patrimoine et la multiplication des commémorations ainsi que le retour de l'historiographie à un thème autrefois répudié pour s'affranchir de la tutelle

---

[27] "Michelet n'est nulle part ici individuellement localisé parce qu'il est partout." p. 649c.
[28] Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoire*, *op. cit.* n. 5.

politique, celui de la nation. Mais celle-ci est désormais revisitée par une histoire au "second degré".
Force est cependant de constater, avant d'envisager tour à tour ces phénomènes, que cette lecture n'est pas exempte d'un certain finalisme et que la concomitance est dotée de vertus explicatives peut-être excessives. Ainsi la mise en relation de la fondation des *Annales* avec la crise qui se déclenche la même année (1929) est sans doute commode et efficace du point de vue de la rhétorique argumentative mais ne respecte guère le processus de maturation du projet annaliste conçu bien avant que la revue ne soit effectivement publiée[29]. N'est-on pas là devant une explication qui tient de l'"illusion écologique" dénoncée par les sociologues et les géographes c'est-à-dire une confusion entre concomitance et corrélation ? Devant une mise en cohérence un peu forcée parce que soutenue par l'idée d'une dynamique irrésistible et inévitable ? Certes, il ne s'agit pas de chercher de vaines querelles qui aboutiraient à l'éternel constat que tout récit construit un point de vue et se nourrit d'une argumentation, mais plutôt de souligner que le désir de rendre compte d'un mouvement global, la valorisation d'une dynamique irrépressible dont les effets ne sont pas limités au passé mais valent aussi pour les tâches présentes de l'historien, fortement affirmées dans le volet programmatique de l'œuvre, ne sont pas sans influence sur la présentation des configurations successives.

2.4. La ruée vers le patrimoine

L'extension de la notion de patrimoine et l'obsession de la conservation qui affecte la société française contemporaine sont analysées comme des signes cliniques caractéristiques du nouveau rapport qui s'institue à l'égard de la mémoire et du passé. La désarticulation des temps appelle le geste compulsif de la conservation. Pierre Nora prend, non sans humour, l'exemple des archives de la Sécurité sociale, gigantesque dépôt qui défie tout traitement et commente : "Archivez, archivez, il en restera toujours quelque-chose !" (p. XXVIIIa). À la mémoire vivante des groupes sociaux d'hier se substitue le culte de la mémoire morte des archives qu'il qualifie d'"enregistreuse". Le succès de l'Année du patrimoine (1980) puis les multiples commémorations qui ont jalonné les vingt dernières années du siècle témoignent de la généralité de l'engouement patrimonial en même temps que de la dissolution d'un sens global dont rend compte l'extension indéfinie du champ du "patrimonialisable". La fin des "idéologies-mémoires" permet, en effet, à chacun de choisir ce qu'il souhaite retenir du passé. En une formule Pierre Nora résume ce choix nouvellement offert : "Une France à la carte, carte menu et carte Michelin." (p. 30d). Un œcuménisme mémoriel succède aux récits fortement charpentés et exclusivistes qui dominaient la scène mémorielle française. "[Le] passé […] a perdu son, caractère organique, péremptoire et contraignant. Ce n'est pas ce qu'il nous impose qui compte mais ce que l'on y met." (p. 988e) Là encore, les thèses ne sont pas très éloignées de celles soutenues par William M. Johnston dans

[29] Voir Christian Delacroix *et alii*, *op. cit.* n. 16, p. 111.

Postmodernisme et bimillénarisme[30] même si les conclusions que Pierre Nora en tire se distinguent largement de celles de l'historien américain, puisque loin de devoir conduire à une "ludicisation" générale, la référence au passé conserve chez lui une importance existentielle. En effet, si le regard patrimonial crée un "espace pluriel et pacifié" (p. 657c), l'histoire demeure, plus que jamais, à ses yeux, un ferment actif de cohésion sociale : "Comme si la France cessait d'être une histoire qui nous divise pour devenir une culture qui nous rassemble, une propriété dont on relève le titre indivis comme un bien de famille." (p. 29d). Au reste, si la possibilité du choix est désormais offerte, le rapport au passé relève, quant à lui, de l'injonction. Il est impérieux. "Je", "nous" sommes assignés à nous souvenir.

"L'atomisation d'une mémoire générale en mémoire privée donne à la loi du souvenir une intense puissance de coercition intérieure. Elle fait à chacun l'obligation de se souvenir et du recouvrement d'appartenance le principe et le secret de l'identité. Cette appartenance, en retour, l'engage tout entier. Quand la mémoire n'est plus partout, elle ne serait nulle part si ne décidait de la reprendre en charge, d'une décision solitaire, une conscience individuelle. Moins la mémoire est vécue collectivement, plus elle a besoin d'hommes particuliers qui se font eux-mêmes des hommes-mémoire." (p. XXXa)

L'enjeu, déjà mentionné, n'est autre que la définition de ce qui forge les identités collectives aujourd'hui. La nouvelle relation nouée avec la mémoire doit permettre "le déchiffrement de ce que nous sommes à la lumière de ce que nous ne sommes plus" (p. XXXIIIa). Or la transmission de cette mémoire ne s'effectuant plus par ses médiations sociales traditionnelles, le rôle des historiens comme "passeurs de mémoire" (Jacques Le Goff) demeure tout aussi essentiel que lorsqu'ils construisaient le récit de la nation.

Loin de dépérir avec l'épuisement des "grands récits" et le déclin de sa fonction d'institutrice nationale, de rectrice de la conscience nationale, pour adapter les formules utilisées par Pierre Nora à propos de Lavisse, l'histoire, et de ce fait les historiens, sont réinstallés dans une position centrale. Mais à l'histoire étroitement politique doit succéder une autre histoire : une histoire symbolique au "second degré".

2. 5. *Les lieux* : Une histoire symbolique au "second degré"

C'est précisément ce caractère de "dépassé" qui caractérise la mémoire nationale aujourd'hui, et, au-delà, les diverses mémoires construites au fil des temps, –"Plus tout à fait la vie, pas tout à fait la mort, comme ces coquilles sur le rivage quand se retire la mer de la mémoire vivante." (p. XXIVa) – qui rend possible l'entreprise des *Lieux*. À savoir, la réappropriation par l'histoire renouvelée, des "lieux" au sens métaphorique le plus général de cristallisation du sentiment national. Des lieux et non plus un récit, des traces et non plus un mouvement dont l'historien

[30] •William M. Johnston, *Postmodernisme et bimillénarisme. Le culte des anniversaires dans la culture contemporaine*, Paris : PUF, 1992.

serait partie prenante. Pour l'histoire, "l'ère de l'identité", de l'adhésion, est close alors que s'ouvre son "âge épistémologique". Ce que *Les lieux* proposent est une mise en abîme des points repères, des figures et des œuvres fondatrices comme des lieux proprement dits qui jalonnaient ou construisaient le roman national. Il en résulte une "histoire au second degré" nourrie de l'ensemble des commentaires et des représentations, décrivant des "arabesques" faites d'oubli et de revitalisation, pour parvenir jusqu'à aujourd'hui. Le modèle de traitement de l'événement proposé en 1974 est ainsi étendu à l'ensemble de l'histoire. *Les lieux* proposent une histoire qui privilégie l'appropriation collective, le représenté, c'est-à-dire le symbolique, pour parvenir là où l'histoire économique et sociale a échoué : le vieux projet d'une "histoire totale" qui était au fondement du projet annaliste. Pour reprendre une expression de Marcel Gauchet, il s'agirait d'une "histoire réflexive"[31]. Il faut cependant noter que certaines formules de Pierre Nora ne sont pas très éloignées des propositions du *linguistic turn*[32]. La question du référent est balayée. Les représentations, les objets symboliques possèdent leur vie propre, ils sont à eux-mêmes "leur propre référent", ils sont "signes à l'état pur" (p. XLIa).

3. Un nécessaire débat

3.1. L'apport d'une démarche

Au-delà du traitement des objets retenus comme lieux de mémoire, de la masse de connaissances positives rassemblées et de la richesse de l'appareil critique de chacun des articles, l'apport des *Lieux de mémoire* est considérable.

En déplaçant l'historiographie de sa position périphérique traditionnelle pour lui assigner une place centrale dans la connaissance historique, *Les lieux* systématisent un usage déjà présent chez quelques auteurs (Philippe Joutard, François Furet, Jean-Clément Martin, Lucette Valensi) et lui confèrent un véritable statut heuristique. À l'aune de la tradition historienne française, ce nouveau statut attribué à l'historiographie et la prise en compte de l'inscription de l'histoire dans ses contextes d'élaboration sonnent comme une rupture (ce que Yves Lequin a souligné de façon quelque peu emphatique en parlant de "rupture épistémologique"[33]).

Au-delà du monde de la recherche historique, l'écho des *Lieux* permet à l'historiographie de gagner droit de cité dans les programmes du secondaire[34] et, plus encore, de figurer dans la réflexion attendue des futurs enseignants[35].

---

[31] •Marcel Gauchet, "L'élargissement de l'objet historique", *Le Débat*, n° 103, Janv-février 1999.

[32] Christian Delacroix *et alii*, *op. cit.* n. 16, p. 264.

[33] •Yves Lequin, "Une rupture épistémologique", *Magazine littéraire*, n° 307, février 1993, p. 25-27.

[34] Voir deux points de vue distincts sur les programmes de 1985 : •Christian Delacroix et Patrick Garcia, "L'inflexion patrimoniale : l'enseignement de l'histoire au risque de l'identité ?", *EspacesTemps*, n° 66/67, 1998, p. 111-136 et •François Dosse, "Une chance à saisir", *ibid* ; p. 137-145.

[35] Une réflexion d'ordre historiographique et épistémologique fait partie des attentes explicites des jurys de l'épreuve sur dossier du Capes d'histoire-géographie instaurée en 1992.

De même, la place accordée au symbolique et plus particulièrement à la symbolique politique entre en résonance avec de nombreux travaux contemporains tels que ceux de Louis Marin ou de Maurice Agulhon[36] et peuvent nourrir une anthropologie politique du monde contemporain. *Les lieux* participent aussi de la légitimation au sein de la communauté historienne d'une série d'objets dont la mémoire, les commémorations, le patrimoine jusque-là essentiellement objets de recherche dévolus aux sociologues[37]. Enfin, ils proposent bien une nouvelle façon d'écrire l'histoire de France.

Cela dit, *Les lieux* posent aussi une série de questions auxquelles je voudrais à présent m'attacher.

3.2. Une définition normative de la fonction sociale de l'historien.

Quel doit être le rôle de l'historien clos "l'ère de l'identité" qui lui assurait une place stratégique dans l'élaboration du grand récit national ? En définitive, si on suit les analyses de Pierre Nora : le même. La centralité de l'histoire et des historiens est réaffirmée et confortée, à tel point qu'il est possible, au vue de ce seul élément de considérer, *Les lieux* comme une entreprise "néo-lavissienne"(Lucette Valensi)[38].

"Notre société, certes arrachée à sa mémoire par l'ampleur de ses changements, mais d'autant plus obsédée de se comprendre historiquement, est condamnée à faire de l'historien un personnage de plus en plus central, parce qu'en lui s'opère ce dont elle voudrait et ne peut se passer : l'historien est celui qui empêche l'histoire de n'être qu'histoire." (p. XXXIVa)

Qui plus est, toute l'analyse développée tend à considérer ce mouvement comme irrésistible. Assumer, dans la configuration de la France contemporaine, la fonction de recteur de la conscience nationale, une conscience certes "amoureuse" et non plus agressive[39], est une prescription à laquelle les historiens ne peuvent échapper : les formules impératives foisonnent sous la plume de Pierre Nora. C'est la Nation qui "dicte *impérativement* [à l'historien de sa mémoire] les objets qu'il était *impossible* de ne pas prendre en compte" (p. XI, "La Nation" vol. 1, souligné par nous)

---

36 •Maurice Agulhon, *Marianne au combat, L'imaginerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Paris : Flammarion, 1979. •Louis Marin, *Le portrait du roi*, Paris : Minuit, 1981.

37 Voir notamment les travaux de •Gérard Namer, *La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris : L'Harmattan, 1987 (1ère édition Paris : SPAG/Papyrus, 1983) et *Mémoire et société*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1987 ainsi que Marie-Claire Lavabre, "Usages du passé, usages de la mémoire", *op. cit.* n. 1.

38 Lucette Valensi, "Histoire nationale, histoire monumentale", *op. cit.* n. 1.

39 "Loi de la mémoire", *Le Débat*, *op. cit.* n. 1, p. 190. Quand, au demeurant, le nationalisme s'est-il pensé comme "agressif"? Lavisse ne soutenait-il pas qu'il fait partie de la "profession de Français d'aimer l'humanité et de la servir"? (*Instructions officielles*, 1890)

"C'est à ce vaste remaniement que les historiens de la France sont aujourd'hui *sommés* de s'adapter. C'est lui qui *dicte* ici *impérativement* le retour sur le national. Non par je ne sais quelle dévotion prosternatrice où s'infiltreraient, sous couvert scientifique, les relents d'un nationalisme préférentiel et pestilentiel ; mais parce que le cadre national s'est révélé le plus stable et le plus permanent. C'est ce remaniement *qui nous courbe au devoir de mémoire*. Non par nostalgie passéiste ou délire muséographique, mais parce que, dans un pays dont la continuité incomparable *impose* le poids du temps long, la légitimation de chaque rupture par le rappel de la fidélité au passé passe elle-même et toujours par la reconstruction de ce passé, sa permanente refabrication. Les Anglais ont la tradition, nous avons la mémoire." (p. 31d, souligné par nous)

"Mais cette saisie générale de l'unité symbolique et patrimoniale implique, en retour, une véhémente appropriation individuelle de ses expressions, un commerce avec elles, intime et tout personnel, une *communion privée* où s'éprouve le rôle également nouveau de l'historien dans la cité. Tous ceux qui ont participé à cette entreprise ont dû puissamment le ressentir. Ni notaire ni prophète. Interprète et intermédiaire. Toujours passeur, mais non plus entre le passé et l'avenir : entre la demande aveugle et la réponse éclairée, entre la pression publique et la solitaire patience du laboratoire, entre ce qu'il sent et ce qu'il sait. Échange, partage et va-et-vient dont se dégage un sens et où s'exprime encore une *mission*." (p. 32d souligné par nous)

Au reste, l'article de Pierre Nora publié dans *Le Débat* peu de temps après la publication du dernier volume des *Lieux,* a le mérite d'être clair puisqu'il s'intitule "La loi de la mémoire"[40]. Ajoutons que ce mouvement est présenté par Pierre Nora sous un mode objectif puisqu'il est la conséquence du mouvement de la société elle-même. De ce point de vue, comme les constructions de l'historiographie méthodique les analyses de Pierre Nora sont empreintes d'une profonde circularité : l'évolution de la société française coïncide avec une mutation de l'historiographie, l'une comme l'autre "appellent" une nouvelle façon d'écrire l'histoire de France, cette histoire nouvelle correspond à la nouvelle conscience que les Français ont de la France et s'avère nécessaire pour continuer de penser ce qui "nous" unit. Le raisonnement est infalsifiable d'autant que le national apparaît sous la plume de Pierre Nora comme indépassable parce constitutif de l'identité collective.

Certes, il ne s'agit pas de prôner une quelconque et illusoire extra-territorialité de l'historien à la manière de Lucien[41] ou de Fustel de Coulanges[42]. Que toute histoire soit contemporaine et qu'elle porte la marque de son auteur est un acquis considérable. Toutefois la conscience que l'histoire s'écrit (et qu'elle s'écrit au présent) ne peut conduire à tenir pour rien la volonté fondatrice de l'histoire d'une émancipation relative du texte et des analyses vis-à-vis de la conscience de l'historien. La prise en compte d'une subjectivité nécessaire et agissante, médiation

[40] *Idem.*

[41] Lucien, "Comment il faut écrire l'histoire" (vers 160 apr. J.C.), texte reproduit *in* •Charles-olivier Carbonnel et Jean Walch, *Les sciences historiques de l'antiquité à nos jours*, Paris : Larousse, 1994, p. 39-44. Lucien soutient notamment que l'historien doit être "étranger dans ses ouvrages, sans pays, sans lois, sans prince", cit. p. 41.

[42] Fustel de Coulanges, "L'histoire, science pure" (1875) texte reproduit *in* •François Hartog, *Le XIXe siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris : PUF , 1988, p. 340-345.

par laquelle s'opère la saisie et l'interprétation des traces, doit être une incitation à créer les conditions d'une nécessaire distance, consciente de ses propres limites et de son historicité. Mais elle ne doit pas, pour autant, conduire à renoncer à assumer la tension constitutive de la connaissance historique, ce que Roger Chartier a qualifié de "visée de vérité"[43]. La conscience de la relativité du discours historique et de l'inscription de l'historiographie dans l'histoire, qui correspondent à la vérité de cette connaissance, est susceptible de traitements différents. Concernant l'histoire nationale écrire du point de vue d'un "nous", tour à tour "je" masqué de l'auteur et "nous" supposé de la collectivité présente, ne revient-il pas à postuler ce collectif pour mieux le retrouver et à obscurcir ce qu'on prétend éclairer ?
On pourrait en dire autant de l'approche de la nation. Certes celle-ci est historicisée, mise en abîme à travers l'étude de ses constructions, de ses représentations mais ce processus est comme suspendu dès lors qu'il touche le présent. Le moment-mémoire semble hors du temps, le temps "dilaté" est un temps amorti[44]. Comme le souligne Jean-Paul Willaime on peut à cet égard parler de "sacralisation de la nation"[45].

"Héritage ou projet, rêve ou réalité, célébrée ou maudite, elle est là, c'est un donné. À la fois historique et juridique, concret et abstrait ; fait du sentiment qu'on a pour elle et de la loi qu'on en subit. De la certitude de son unicité et de sa particularité ; mais aussi de sa parité et du rapport de ses forces dans le concert, la mosaïque, la société ou l'organisation des autres nations. Fait de la connaissance qu'on en a, mais aussi de l'expérience plus ou moins heureuse qu'on lui doit, selon les générations. Des sacrifices qu'elle vous inflige ou qu'on est prêt à lui consentir, des bienfaits qu'elle vous dispense ou qu'elle vous refuse. La nation-tunique, la nation-nous, la nation en nous. La forme de notre "être-ensemble", et pour nous, Français, sans début assignable." ("La Nation" présentation vol. 1, p. X)

Plus d'une fois d'ailleurs Pierre Nora laisse le lecteur dans l'indécision sur le statut de l'énonciateur comme sur la valeur de l'énoncé. L'évocation du paysage dont on connaît le statut dans la "pédagogie sensible" de la nation prônée par Ernest Lavisse[46] est assez révélatrice.

"Quoi de plus immatériel, enfin, que le paysage ? Sans doute est-ce la plus immédiate de toutes les données de la conscience nationale. Si l'affiche électorale de François Mitterrand, sur fond d'anonyme village, a pu voler le même projet à son concurrent de 1981, tous deux retrouvant inconsciemment une affiche identique de Pétain […], c'est bien qu'il y a un archétype de paysage national, celui de la "doulce France" des coteaux modérés et du berceau de

---

[43] Voir •Roger Chartier, *Au bord de la falaise*, Paris : Albin Michel, 1998.
[44] Sous une autre formulation, c'est l'une des critiques adressées par Bernard Lepetit à l'approche proposée par Pierre Nora : "Prenant acte de la rupture du présent avec le passé et de l'incapacité des sociétés d'entretenir avec lui d'autres rapports que la récapitulation célébrative, la discipline historique cesse de se vouloir 'établissement critique d'une mémoire vraie' […] Histoire spéculative, attentive non pas à restituer le passé, mais qui trouve sa fin dans l'établissement d'une distance critique avec les modalités sociales de sa muséification." Bernard Lepetit, "Le présent de l'histoire", *in* •Bernard Lepetit (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris : Albin Michel, 1995, cit. p. 297-298.
[45] Jean-Paul Willaime, "De la sacralisation de la France. *Lieux de mémoire* et imaginaire national", *op. cit.* n. 1.
[46] *Instructions officielles*, 1890. Voir Olivier Dumoulin, "Les noces de l'histoire et de la géographie", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 32, p. 6-19.

l'Ile-de-France. Et que l'extraordinaire variété des paysages français, qui fait l'émerveillement toujours recommencé de ceux qui les contemplent, n'empêche pas l'unité organique d'un "être géographique" de la France." ("La Nation", vol. 1, p. XIII)

Certes Pierre Nora, quelques lignes plus loin, s'empresse de préciser l'approche du paysage qui a été la sienne et prend ses distances vis-à-vis du *topos* de la diversité unique de la France[47].

"On a soigneusement évité de mettre l'accent sur la diversité et de se lancer dans l'inventaire amoureux de l'invention géographique de la France. La diversité française est un fait indéniable ; pour qu'elle soit typique de la spécificité, il faudrait prouver qu'il n'en va pas de même de tous les pays voisins, ce qui n'est pas évident." ("La Nation", vol. 1, p. XIV)

Pour autant l'exaltation de la France rurale, la présence récurrente du stéréotype d'une France faite de villages lovés entre deux collines au relief modéré et dominés par un clocher parle-t-elle de la diversité de son paysage ou de la crainte nourrie de longue date à l'égard de la ville "gouffre de l'espèce humaine" (Rousseau) ? La focalisation de l'enseignement de la IIIe République et de la géographie vidalienne sur la France rurale, l'élaboration d'ethnotypes n'est pas le seul produit d'un spectacle, d'une expérience empirique que chacun pourrait renouveler, c'est un programme social et politique qui s'inscrit pleinement dans le caractère passéiste et conservateur de l'idéologie républicaine, caractère par ailleurs souligné avec raison par Pierre Nora[48]. La révérence soutenue à Vidal de La Blache, honoré aussi bien par Ernest Lavisse que par les fondateurs des *Annales*, est ici révélatrice d'une conception encore charnelle du rapport à la nation qui pourrait pourtant apparaître comme une représentation datée.

L'indécision fondamentale sur le statut des représentations conduit aussi à magnifier la notion d'identité collective.
Les identités collectives sont-elles aujourd'hui à ce point défaillantes qu'il faille convoquer les historiens pour "nous" remettre en mémoire ce que "nous" sommes ou s'agit-il en fait d'un lieu commun sans cesse réapproprié et qui contraste avec l'efficacité de la reproduction sociale ? D'ailleurs, à quelle époque les identités collectives ont-elles vraiment été assurées ? N'est-ce pas le propre du discours identitaire que de présenter l'identité comme menacée ? Ernest Lavisse ne disait pas autre chose :

---

[47] "La richesse de son infinie diversité [la France la doit] à la nature qui a versé sur elle à pleines mains ce qu'ailleurs elle n'a donné que séparément" Gaston Paris, 1895 cité par •Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, cit. p. 4.
[48] •Pierre Nora, "De la République à la Nation", *Les lieux de mémoire*, t. 1, "La République", Paris : Gallimard, 1984, p. 651-654.

"Qui donc enseigne en France ce qu'est la patrie française ? Ce n'est pas la famille où il n'y a plus d'autorité, plus de discipline, plus d'enseignement moral, ni la société, où l'on ne parle des devoirs civiques que pour les railler. C'est donc à l'école de dire aux Français ce qu'est la France, qu'elle le dise avec autorité, avec persuasion, avec amour[49]."

L'identité, le sentiment d'appartenance, comme la nation elle-même, sont des représentations perpétuellement travaillées par l'inquiétude que suscite leur transmission. Transmission qui, en définitive, s'accomplit après une nécessaire reconfiguration et dont l'invention et la réinvention de traditions, par définition menacées, est une modalité majeure. Les historiens doivent-ils s'enfermer *a priori* dans la crainte de la perte ? L'une des questions posées par le mouvement de patrimonialisation dont Pierre Nora s'est fait l'un des observateurs les plus attentifs ne serait-il pas, au contraire, que les historiens n'acceptent pas, en tous cas de prime abord, de s'inscrire dans les stratégies identitaires des associations et des collectivités locales ? Il faudrait pour cela porter plus d'attention à ce qui se passe lors de ces mobilisations et quitter l'échelon du symbolique pour envisager les pratiques sociales concrètes. En tous cas, l'idée qu'il y a là une "mission" relève du choix et ne saurait être tenue pour une évidence.

3.3. Déréalisation de l'histoire : le symbolique jusqu'où ?

Les lieux de mémoire s'ancrent dans la conviction que le niveau symbolique est le niveau le plus englobant pour appréhender les sociétés et peut, dès lors, servir de fondement pour reprendre et conduire à son terme le projet d'une "histoire totale". Pour étayer cette thèse, Pierre Nora prend deux exemples : celui de Mai 68 et celui du Bicentenaire de la Révolution. Je laisserai de côté le premier exemple sur lequel une analyse a déjà été présentée dans ces colonnes[50] pour m'attacher au second.

L'analyse conjointe de Mai 68 et du Bicentenaire occupe une large part du texte de clôture des *Lieux de mémoire* intitulé "l'ère de la commémoration" et sert à exemplifier la thèse centrale. À propos du Bicentenaire, Pierre Nora développe deux lignes argumentatives. La première renvoie à la difficulté habituelle de commémorer la Révolution, singulièrement accrue dans le contexte de la France de 1989. Il en résulte une "chute dans la bimbeloterie, l'envol gentil des montgolfières (en janvier), les sympathiques plantations des arbres de la liberté (en mars), les animations — parodique, de l'ouverture des États généraux à Versailles (en mai), touristique, des Tuileries, artistique, de Valmy (en septembre)–, temps décrétés forts d'une année sans temps

---

[49] •Ernest Lavisse, "L'enseignement historique en Sorbonne et l'éducation nationale, conférence d'ouverture du cours d'histoire médiévale en 1881", *Questions de l'enseignement national*, Paris, Imprimerie nationale, 1885, p. 39. Olivier Ihl montre comment la fête républicaine elle-même est dès l'origine confrontée à la menace de son épuisement dont on guette anxieusement les signes. •Olivier Ihl, *La fête républicaine*, Paris : Gallimard, 1996.

[50] Michelle. Zancarini-Fournel, "Soixante-huit : le chantier continue", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 7, p. 146-156. En contre-point des analyses de Pierre Nora présentant Mai 68 comme "le récapitulatif purement symbolique" (p. 980e) du légendaire révolutionnaire, on peut relire •Michel de Certeau *La prise de parole* (réédition Paris : Points-seuil 1994) de qui montre comment le réemploi de figures, de gestes et de paroles anciens permet "de faire accéder au langage ce qui ne leur étaient pas conforme, en somme ce qu'[ils] ne disaient pas." (p. 53)

forts. [Car] dans son déroulement, le Bicentenaire a eu toutes les malchances." (p. 981e). Ce que traduit en fait la commémoration du Bicentenaire c'est "la subversion et le délitement du modèle classique de la commémoration nationale […] Il n'y a plus de surmoi commémoratif, le canon a disparu" (p. 983-984e). Et de conclure :

"Mais, dans ses malheurs, le Bicentenaire aura pourtant rencontré une chance imprévisible, celle d'avoir eu pour effectif commémorateur un historien […]. Jean-Noël Jeanneney a donc doublé son activité de la constitution d'archives complètes, bien classées et immédiatement exploitables. Une vaste équipe d'enquêteurs est déjà au travail pour ausculter "la France des quatre-vingt au miroir de la commémoration", et nul doute qu'elle ne finisse par lui donner, rétrospectivement, l'épaisseur et la compacité historiques qui lui ont, sur le coup, singulièrement manqué. Curieux destin de ce Bicentenaire dont l'histoire va faire, pour l'histoire, l'événement qu'il n'a pas été." (p. 982e)

Ainsi la commémoration du Bicentenaire apparaît à Pierre Nora comme l'archétype de l'événement contemporain qui, à la limite, n'existe que par l'ensemble des discours, travaux et commentaires qu'il suscite et par le travail *a posteriori* de mise en ordre et en mémoire accompli par les historiens.

En contrepoint de cette première ligne argumentative Pierre Nora en développe une seconde pour rendre compte des formes de mobilisations suscitées par le Bicentenaire[51].

"C'est en tant que fait de mémoire que le Bicentenaire a été vécu et, en ce sens, comme un grand schème unificateur, une vraie commémoration. D'autant que la Révolution s'étant déroulée partout en France, dans chaque ville et dans chaque village, la proximité a joué, sans que personne y ait vraiment songé, comme une recherche généalogique d'individuation. À Vizille, ce n'était pas comme à Cholet, à Lyon pas comme à Nantes. Le Bicentenaire, sauf le respect qu'on lui doit, a fait fonction de concours interville ou de compétition sportive ; il a eu le même pouvoir d'identification. Distance et rapprochement dont il est difficile aujourd'hui de mesurer la trace et l'effet en profondeur, mais dont le mécanisme est déjà clair, par-delà les réticences de la capitale et le scepticisme des commentateurs. L'originalité du Bicentenaire tient tout entière dans ce décalage entre ce que l'on a voulu faire passer et ce qui s'est réellement passé. À peine est-il exagéré de dire qu'il aura réussi en dépit des efforts des organisateurs. Du moins aura-t-il clairement révélé ce qu'il importait ici de mettre en valeur : à savoir que le fait même de commémorer la Révolution était plus important que la Révolution que l'on commémorait." (p. 991e)

L'analyse présentée renvoie aux deux grandes scènes, à la fois relativement indépendantes et profondément imbriquées, qui ont coexisté dans la France du Bicentenaire : la scène nationale, dominée par l'embarras et la difficulté à reconfigurer les modalités et le message de la commémoration républicaine traditionnelle, et les scènes locales, cadre de mobilisations exceptionnelles et massives. L'appréciation selon laquelle ces mobilisations sont le produit d'une "recherche généalogique d'individuation" est elle-même largement vérifiée par les données

[51] Cette analyse est très proche de celle développée par •Mona Ozouf dans son article : "Célébrer, savoir, fêter", *Le Débat*, n° 57, novembre-décembre 1989, p. 17-33.

empiriques recueillies pendant la commémoration pour autant qu'on englobe sous ce terme tout ce qui relève du projet, de la volonté de construire des identités collectives[52]. La nuance est importante. Ce dont témoignent les mobilisations du Bicentenaire, à côté d'un désir manifeste de sociabilité, ce n'est pas de "notre" demande d'identité mais de la façon dont les collectivités locales, de la région à la commune, intègrent l'histoire comme élément de leurs politiques culturelles pour s'individualiser et se rendre lisibles dans un moment où l'échelle nationale s'estompe au profit d'une Europe anticipée comme celles des régions[53]. Cet engagement souligne aussi que demeure la conviction que l'histoire est un puissant ciment social qui fait écho à la place attribuée à cette discipline dans l'imaginaire national construit au XIXe siècle. On glisse ainsi, bien souvent, du "grand récit" de la nation au "petit récit" des vertus du lieu en continuant de prêter à l'histoire une vertu thérapeutique des maux sociaux et une fonction intégratrice. Seule l'échelle change. Enraciner par l'histoire semble la solution appropriée pour remédier au sentiment de délitement consécutif aux mouvements de déterrioralisations contemporains. À cet instant est-ce bien le mythe d'une identité assurée que l'on regrette ou l'effritement du contrôle social généré par une société individualiste ?

Au demeurant, l'appréciation globale portée sur le Bicentenaire elle-même ne peut satisfaire pleinement. En effet, pourquoi ne pas lire ces mobilisations des réseaux associatifs et des collectivités locales comme un événement au plein sens du terme ? La proposition qui consiste à ne considérer l'événement que comme un artefact mémoriel et historiographique, même si elle permet de réévaluer une dimension souvent occultée par les historiens, n'épuise pas la commémoration comme fait social. Elle peut même conduire à le contourner. Au reste, l'expérience récente du Bimillénaire et sa vacuité tend à montrer que tous les rendez-vous mémoriels ne touchent pas également la population française : il faut que "ça parle encore". Bien sûr, Pierre Nora a raison de souligner que l'évocation de la Révolution française est surdéterminée par le contexte de la société française contemporaine et que le geste de commémorer, en ce qu'il permet de se rassembler, de faire "quelque chose" ensemble, de promouvoir un projet collectif même limité, a été bien souvent plus important que de commémorer la Révolution. Révolution prétexte ? En un sens, oui. Mais à condition, aussitôt, de voir que tous les prétextes n'ont pas la même résonance et ne permettent pas tous de nourrir des projets. Les arbres de la Liberté plantés en 1989 ne sont pas seulement "sympathiques". Ce qui importe, plus que l'invitation à planter en elle-même consensuelle, ce sont les formes d'appropriation collectives qu'elle suscite, le spectre large des discours et des gestes qui se déroulent autour de l'arbre et de sa plantation. C'est aussi, au-delà de la massivité du geste qui concerne près de 20 000 communes de ce pays, sa géographie qui évoque à la fois les clivages

[52] •Patrick Garcia, *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, Paris : CNRS-Éditions, 2000, (version remaniée d'une thèse soutenue en 1994).

[53] Voir par exemple les motivations des sponsors du film *Le vent de galerne* exposées par •Jean-Clément Martin, "Quand l'histoire fait son cinéma", *Mots*, "Les gestes d'une commémoration", n° 31, juin 1992, p. 56-71.

politiques hérités de la Révolution et préfigure celle du vote de ratification du traité de Maastricht[54].

En ce sens à ne scruter que la dimension symbolique, à être trop exclusivement attentif à ce que produisent les historiens, les analyses de Pierre Nora n'accordent pas la place qui leur revient aux pratiques sociales, y compris en tant que pratiques symboliques "instituantes" (Cornélius Castoriadis). La mise en abîme peut conduire à une déréalisation de l'histoire qui ne serait plus qu'un jeu de miroir où se réfléchissent à l'infini des représentations.

Conclusion :

"Quand une autre manière de l'être ensemble se sera mise en place, quand aura fini de se fixer la figure de ce que l'on n'appellera même plus l'identité, le besoin aura disparu d'exhumer les repères et d'explorer les lieux. L'ère de la commémoration sera définitivement close. La tyrannie de la mémoire n'aura duré qu'un temps — mais c'était le nôtre."

En concluant *Les lieux de mémoire* par ces quelques phrases, Pierre Nora a le mérite de penser l'historicité propre de l'entreprise qu'il a conduite. Notons toutefois que la posture d'auto-mise en abîme, d'auto-relativisation le prémunit d'avance contre toute contestation empirique et lui permet, ainsi, de formuler nombre de propositions contenues dans les textes d'articulation des *Lieux* comme des analyses définitives d'une évolution de la société.

De façon encore plus fondamentale l'articulation entre la position de l'analyste scientifique et celle de l'acteur social pose problème. L'historien doit-il se poser en remédiateur du fantasme de délitement qui traverse effectivement une partie de la société contemporaine, comme il a agité les sociétés passées ? Le flou qu'entretiennent *Les lieux de mémoire* à ce sujet me paraît préjudiciable et susceptible de nourrir une surdétermination civique de l'histoire trop conforme à la tradition de ce pays[55]. Et s'il faut parler de "mission", celle du scientifique n'est-elle pas, en premier lieu, de construire une distance avec le "nous" spontané et d'aider à voir autrement la question du sentiment d'appartenance ?

L'enjeu est d'autant plus fort que l'écho des *Lieux* a été très important parmi tous ceux qui, de près ou de loin, touchent au patrimoine. *Les lieux* ont ainsi contribué à forger une doctrine du patrimoine qui lie inextricablement l'acte de constitution et de préservation du patrimoine à la question de l'identité. Cette analyse est-elle si assurée qu'il faille la tenir pour un axiome ? En d'autres termes, faut-il transformer les inquiétudes qui meuvent les élus, les manifestations patentes de recherche d'une définition mieux assurée de "l'être-ensemble" contemporain en prescription ? La tâche des historiens et plus largement des sciences sociales ne serait-elle pas

---

[54] Cf. Patrick Garcia, "Entendez-vous dans nos communes ? La signification des pratiques mémorielles.", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 7, p. 157-166.

[55] Cf. Christian Delacroix et Patrick Garcia, "L'inflexion patrimoniale : l'enseignement de l'histoire au risque de l'identité ?", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 32, p. 111-136.

plutôt de casser le mythe d'une identité unifiée au profit de la mise en évidence d'une pluralité d'identités qui composent l'individu contemporain et correspondent aux différentes scènes où il évolue et aux multiples généalogies dans lesquelles il peut, en même temps, s'inscrire ? Au reste, cette option serait plus conforme à la réalité des identités collectives, y compris celles du siècle passé. Ainsi le discours républicain tenu pour l'archétype d'une vision unifiée de l'identité collective s'est longtemps efforcé de nourrir l'attachement à l'égard de la "grande patrie" par celui porté à la "petite patrie"[56]. Il faudrait, en outre, prendre véritablement en compte la distance avec laquelle les acteurs contemporains s'investissent dans les rituels commémoratifs. Certes, ici ou là, perce le vieux projet d'une religion civile et la nostalgie d'un "âge d'or" de l'être-ensemble le plus souvent incarné par une mythique communauté villageoise. Mais il faut se garder d'une lecture univoque qui estompe la part du jeu dans des festivités où le déguisement est assumé pour ce qu'il est. Si la nostalgie correspond bien à une des pentes du geste commémoratif contemporain, elle ne le résume nullement.

Enfin, la mise en symétrie, par Pierre Nora, des critiques adressées à la logique des *Lieux de mémoire*[57] qui oppose ceux qui lui reprochent d'enterrer la nation à ceux qui critiquent une approche sacralisante de cette même nation est trop commode et ne répond pas à la question posée : "Comment écrire [aujourd'hui] l'histoire de France ?". Si la piste d'une prise en compte des constructions historiographiques successives s'avère très heuristique et des plus stimulantes, elle ne résout qu'une partie du problème faute d'assurer le lieu d'où parle l'historien en renonçant vraiment et sans nostalgie à sa fonction de prêtre et de prophète.

---

[56] •Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris : Aubier, 1996 et Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France…* Maurice Faure, ministre de l'Instruction publique soulignait dans une circulaire en 1911 : "On est d'autant plus attaché à son pays qu'on de plus nombreuses raisons de l'aimer, de s'y sentir en quelque sorte solidaire des générations disparues, et l'amour du sol natal est le plus solide fondement de l'amour de la patrie." cit. A. M. Thiesse, *op. cit.* n. 45, p. 9.

[57] Pierre Nora, "Loi de la mémoire", *Le Débat*, *op. cit.* n. 1, p. 187-191 et "La nation sans nationalisme", *EspacesTemps*, *op. cit.* n. 7, p. 66-69.